



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 14/12/2024

Reçu en préfecture le 14/12/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241210-2024_57-DE



DÉLIBÉRATION

2024/57

CREATION D'UNE NOUVELLE PRESTATION

« SOS PAIE » - « PAIE D'URGENCE »

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 10 Décembre 2024 à 16 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu l'article L452-40 dudit code qui précise « *En sus des missions mentionnées aux sous-sections 1 et 2, les Centres de Gestion peuvent assurer à la demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, toute tâche administrative complémentaire ainsi que les missions suivantes :*

- 1° Conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines;*
2° Conseils juridiques ;
3° Archivage et numérisation. »

Vu le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Le Président expose que suite aux sollicitations et demandes exprimées par les collectivités et établissements du Pas-de-Calais au travers notamment des rencontres de territoires et des questionnaires portant sur les attentes des adhérents, il a été envisagé la possibilité de mettre en place un service « paie à façon » par notre établissement à effet du 1^{er} janvier 2023.

Ainsi ce service est mis en place depuis le 1^{er} janvier 2023 et enregistre chaque année de nouvelles arrivées émanant de collectivités et d'établissements publics relevant de différentes strates d'agents territoriaux.

Au 1^{er} janvier 2023, le service comptait 7 collectivités et établissements regroupant près de 500 agents et élus. Au 1^{er} janvier 2024, nous comptons 16 collectivités et établissements avec près de 700 fiches de paie à effectuer. Pour 2025, les dernières demandes d'adhésion font état de 21 collectivités et établissements pour près de 900 fiches de salaire à réaliser agents et élus.

En complément de ce service, il est envisagé la création d'un service particulier qui pourrait s'appeler « SOS Paie » ou « Paie d'urgence » destiné aux collectivités et établissements qui seraient dans l'impossibilité d'assurer le paiement des salaires des agents et des indemnités des élus.

Ainsi pour pallier aux absences imprévues de l'agent ou des personnels en charge de la réalisation des bulletins de salaire, le Centre de Gestion mettra après acceptation et audit de la mission, un ou des agents du service paie de notre établissement, actuellement composé de 5 personnes, pour gérer les différentes rémunérations et indemnités.

Cette mission pourra être réalisée dans les locaux et avec le matériel et le logiciel de la collectivité pour récupérer les différentes données, mais également en distanciel par prise en main du poste de travail concerné.

L'objectif du service consiste pour la collectivité ou l'établissement adhérent, de confier par convention, pour une période déterminée, la réalisation des tâches administratives relatives à la paie de son personnel, de ses élus et par là même de l'intégralité des personnes rémunérées par elle, à notre établissement. La finalité de l'exercice étant à terme de les faire évoluer vers le service « paie à façon ».

Une convention déterminant le cadre et les limites de la mission vous sera prochainement proposée. Celle-ci déterminera également les conditions d'utilisation et la participation financière des collectivités et établissements qui solliciteront ledit service.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *VALIDE* la création d'une nouvelle prestation « SOS Paie – Paie d'urgence »

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 10 décembre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY